



Metz le 2 décembre 2024

Pourquoi nous boycottons le CSAL du 3 décembre 2024 !

Monsieur le Président,

Pour réduire le déficit budgétaire à 5 %, le Gouvernement a annoncé devoir trouver 60 milliards d'euros d'économies. Il a ainsi présenté un budget d'austérité inédit avec les mêmes recettes libérales que celles qui ont creusé le déficit et ne cessent de pénaliser les plus modestes.

Pour l'intersyndicale, ce ne sont pas les dépenses publiques qui ont creusé le déficit mais le manque de recettes. Depuis son arrivée au pouvoir en 2017, Emmanuel Macron, par ses choix politiques, a privé le budget de l'État et de la Sécurité Sociale de 62 milliards d'euros de recettes par an en multipliant les cadeaux pour les plus riches et les entreprises : suppression de l'ISF, prélèvement forfaitaire unique à 30 %, baisse de l'impôt sur les sociétés, pérennisation du CICE en baisse de cotisations sociales...

La politique de l'offre et le ruissellement annoncé sont des échecs patents et n'ont pas relancé la croissance. Ces politiques n'ont profité qu'aux grandes entreprises et aux plus fortunés. Et ce budget 2025 va encore et toujours dans le même sens. Une fois encore, Emmanuel Macron et ce gouvernement ne tirent aucune leçon de la séquence des élections législatives anticipées.

Quant à la justice fiscale donc sociale et environnementale, ce budget s'en éloigne un peu plus. La taxation temporaire des foyers les plus riches (+ 250 000 € de revenus par part) à 20 %, n'est qu'un écran de fumée qui vient seulement limiter les effets des niches fiscales qui leur permettent d'échapper à un taux plus élevé. La contribution exceptionnelle des grandes entreprises (+1 milliard de CA) est loin de rattraper les baisses d'impôts consenties ces dernières années. Les niches fiscales, comme le crédit impôt recherche ou la taxe de tonnage des sociétés de transports maritimes, ne sont pas non plus remises en cause. En dépit de l'instauration d'une taxe sur le rachat de titres, la limitation de son assiette lui fait perdre tout son intérêt. La limitation des exonérations de cotisations sociales patronales sur les bas salaires va en revanche dans le bon sens, même si elle est largement insuffisante. Pour l'intersyndicale, il est indispensable de privilégier la fiscalité directe, d'élargir l'assiette des impositions, d'accroître leur progressivité et de supprimer les niches fiscales injustes, y compris en matière de fiscalité patrimoniale, contre-productives et coûteuses.

Ce budget va une nouvelle fois affaiblir les services publics. L'Éducation nationale et la Santé sont particulièrement ciblées.

À la DGFIP, la suppression de 730 emplois est prévue à rebours des engagements pris par Jérôme Fournel dans le Cadre d'Objectifs et de Moyens. Ces nouvelles suppressions se cumulent aux précédentes et pour l'ensemble des agentes et agents de la DGFIP la situation est d'ores et déjà intenable. Intenable pour l'exercice de nos missions, intenable pour nos conditions de travail, intenable pour servir au mieux l'intérêt général ! Ces nouvelles suppressions d'emplois ne vont qu'empirer la situation !

Ces 730 suppressions d'emplois supplémentaires portent à plus 34 000 postes détruits depuis la création de la DGFIP, soit plus de 28% du total des effectifs supprimés en 17 ans ! Pour 2025, c'est 25 % du total des suppressions dans la fonction publique d'état ! Une baisse du montant des crédits de personnel est par ailleurs projetée pour les années 2026 et 2027, ce qui laisse préfigurer d'autres suppressions...

Pour compléter le tableau, le ministre de la fonction publique M. KASBARIAN souhaite faire 1.2 milliards d'économies sur le dos de la santé des fonctionnaires et leur imposer 3 jours de carence ainsi que la réduction de l'indemnisation de leurs arrêts maladie de 100 à 90 % pendant les 3 premiers mois. Plutôt que de s'interroger sur les causes d'une augmentation somme toute relative des arrêts maladie, principalement due à la période Covid, il préfère taper, avec de nombreuses fausses informations dans sa communication, sur celles et ceux qui sont au quotidien sur le terrain au service de la population.

Ces annonces gouvernementales sont injustes, parce qu'elles frappent les personnes malades. Qui plus est, elles toucheront en premier lieu les femmes, qui représentent plus de 60 % des fonctionnaires. Elles sont en outre inefficaces, car elles génèrent des arrêts de travail plus longs et un moindre recours aux soins. Ce sont enfin des mesures qui vont encore aggraver les conditions de travail dans la fonction publique.

Les annonces du ministre Guillaume Kasbarian, sont scandaleuses. La majoration de rémunération de 6 centimes pour éviter que 230 000 agents publics soient en dessous du SMIC ou la suppression de la GIPA qui, loin de compenser la perte réelle de pouvoir d'achat, représentent une perte sèche pour celles et ceux qui en bénéficiaient, sont des mesures iniques.

La GIPA avait depuis 2008 l'objectif de compenser le gel du point d'indice des fonctionnaires. Elle était réservée aux agents dont l'évolution du traitement indiciaire brut sur les 4 dernières années était inférieure à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. La suppression de la GIPA est annoncée alors même qu'aucune nouvelle évolution des carrières ou augmentation du point d'indice n'est prévue. L'année 2024 a été une année blanche pour l'évolution salariale des agents publics sans même un rattrapage de l'inflation. Une fois de plus, aucune réponse n'est apportée à la problématique salariale des fonctionnaires. Au contraire, le gouvernement décide de les appauvrir. Pour relancer l'attractivité de la fonction publique, on repassera!

A cela s'ajoute l'annonce que la réforme Guérini n'est pas abandonnée, même s'il semble que la suppression des catégories A, B et C ne semble plus à l'ordre du jour. Le reste du projet de loi semble bien maintenu avec notamment la valorisation de l'investissement individuel et collectif (c'est-à-dire la rémunération au mérite) et le chantier des départs de la fonction publique dont on peut imaginer en filigrane qu'il s'agit notamment de licenciements...

Les fonctionnaires sont une fois de plus présentés à l'opinion publique comme une charge, un coût à réduire à tout prix. Quid des services publics qu'ils font vivre au quotidien, facteurs de solidarité, de justice et de cohésion sociale?

S'agissant de la DGFIP, la DG a proposé lors du GT LDG mobilités du 9 octobre dernier, des fiches ouvrant les vannes pour les mutations et les affectations au recrutement au choix, et même au fil de l'eau pour les A+.

A terme, toutes les catégories pourraient être concernées: le choix partout pour les A+, mais aussi pour les A titulaires et stagiaires dans les mouvements locaux, et également pour les B prog/PSE/CRA, stagiaires et titulaires... Pour couronner le tout, le gouvernement a récemment ouvert la voie à la suppression d'un 2^e jour férié, en plus du lundi de Pentecôte, pour financer la solidarité nationale.

Et à la DGFIP, Amélie Verdier a indiqué qu'elle n'accorderait aucun pont naturel pour 2025, sous prétexte d'ouverture des services au public. Dès lors, quid du jour d'absence exceptionnel s'il n'existe plus de pont ?

Encore un coup de rabot à craindre en perspective.

Face à ces attaques pléthoriques, nous souhaitons émettre un signal d'alarme fort. Nous avons besoin d'une DGFIP renforcée, technicienne et à la proximité retrouvée pour répondre aux besoins. Le service public doit être soutenu, loin de l'ambiance austéritaire actuelle. Pour l'intersyndicale, l'austérité n'est pas une fatalité, d'autres choix doivent s'imposer avec l'arrêt des coupes budgétaires et l'instauration d'une fiscalité plus juste, plus progressive et plus redistributive.

Nous réclamons un dialogue social constructif et une prise en compte de nos justes revendications :

- le retrait intégral du projet de loi dit Guérini,
- l'abandon des amendements du gouvernement prévoyant 3 jours de carence et le passage à 90% d'indemnisation pour les 3 mois de maladie,
- le maintien de la GIPA,
- l'ouverture de négociations salariales avec des enveloppes ambitieuses permettant de répondre à l'ampleur de l'urgence salariale dans la fonction publique,
- le maintien de nos jours fériés,
- l'arrêt des suppressions de postes.

Par conséquent, puisque nos légitimes revendications ne sont pas prises en compte, nous ne participerons pas à ce CSAL aujourd'hui.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 5 DÉCEMBRE !